
Temps critiques

Supplément au n° 19

Sur le mouvement des Gilets jaunes

Novembre 2018

Temps critiques

site : <http://tempscritiques.free.fr/>

blog : <http://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale

Revue *Temps critiques*

11, rue Chavanne

69001 LYON

Correspondance électronique

tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant votre nom, prénom et adresse complète.

Pour 2 numéros (y compris suppléments et hors-séries)

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 €+ *Interventions*

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

SUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

UN AUTRE FIL HISTORIQUE QUE CELUI DES LUTTES DE CLASSES

On pourrait raisonnablement y voir des analogies avec plusieurs événements historiques comme le soulèvement des Fédérés pendant la Révolution française. Même si bien évidemment il n'y a jamais de véritable répétition dans l'histoire, force est de constater que des éléments communs caractérisent les grandes révoltes populaires dont la lutte antifiscale représente sûrement le point le plus basique¹. Ainsi en fut-il du soulèvement insurrectionnel des Fédérés de l'été 1793 dans les Provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposait au coup d'État des Jacobins, lesquels cherchaient à imposer leur pouvoir despotique sur l'État-nation bourgeois dans l'ensemble du territoire. Il n'est pas irraisonné de faire une analogie entre les Fédérés et les Gilets jaunes puisque les uns comme les autres ne contestent pas les fondements républicains de l'État, mais demandent une reconnaissance de leur citoyenneté provinciale et la fin de leur condition de sous-citoyens. De la même façon, certaines doléances des manifestants rappellent les fameux « Cahiers de doléance » des années 1788-89, ainsi que les oppositions actuelles aux taxes rappellent les actions menées contre les fermiers généraux à l'époque. Cette analogie peut prendre consistance lorsqu'on sait que la puissance du capital globalisé et totalisé a conduit à un affaiblissement de la forme État-nation démo-républicain. Or c'est cette

1 – Certains parlent de jacquerie ou de « jacquerie numérique », mais le phénomène n'est pas réductible au monde rural du fait même de la transformation générale des territoires et la place prédominante du rurbain (H. Lefebvre) dans l'espace, hors métropole. À la limite, le terme de fronde serait plus approprié. Une fronde populaire qui fait mouvement contre ce qui lui apparaît comme une nouvelle caste, dont Macron se veut le roi Soleil. Dans un premier temps, la Fronde a été un mouvement très populaire avec ces « mazarinades » avant de connaître un deuxième temps correspondant à la Fronde des Princes.

forme² qui contenait le principe *d'égalité de condition* célébré par Tocqueville dans son livre sur la démocratie en Amérique. Elle s'est progressivement accomplie dans les formes républicaines ou/et parlementaires à travers les politiques réformistes plus ou moins social-démocrates et la victoire contre l'alternative fasciste des années 1930-1940. Sortie plus forte de 1945, elle s'est développée dans les différentes formes d'État-providence de la période des Trente glorieuses jusqu'à même triompher du dernier sursaut des luttes prolétariennes des années 1960-70.

LA PERTE DE LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT-NATION

À partir de la fin des années 1970, les restructurations industrielles et le processus de globalisation/mondialisation s'enclenchent alors, dans ce qui n'est pas pour nous une contre-révolution (il n'y a pas vraiment eu révolution), mais une révolution du capital. Elle s'initie puis prospère sur les limites du dernier cycle de lutte de classes et épuise la dynamique historique de l'égalité portée par l'idéologie universaliste de la première bourgeoisie soutenue par la classe ouvrière au sein de l'État-nation. Désormais l'équité remplace l'égalité, la lutte contre les discriminations remplace la lutte contre les inégalités

Des formes précapitalistes de rapports sociaux subordonnés réémergent alors : les relations sociales (« le piston »), l'hérédité sociale, reprennent de l'importance à l'intérieur même du processus démocratique comme le montre la situation dans l'éducation où de plus en plus d'élèves entrent dans le cycle supérieur sans que le pourcentage d'enfants d'ouvriers s'élèvent pour autant ; comme le montre aussi une augmentation des taxes qui, dans le système redistributif français où 50 % de la population ne paie pas d'impôt sur le revenu, est la façon la plus directe de faire contribuer les pauvres, comme sous l'Ancien régime finalement. Toutes ces mesures sont

2 – Comme le fait remarquer Gérard Noiriel dans *Les gilets jaunes et les « leçons de l'histoire »* [<http://www.fondation-copernic.org/index.php/2018/11/22/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>] ces cahiers de doléances, première forme d'écrit populaire, ont changé la donne par rapport aux jacqueries ou autres révoltes populaires précédentes, parce qu'ils ont permis une extension de la lutte à l'ensemble du territoire. C'est ce qu'ont réalisé aujourd'hui les réseaux sociaux pour les Gilets jaunes.

à la racine de la révolte fiscale actuelle. C'est d'autant plus injuste que contrairement à ce qui se dit souvent sur la part respective de chacun à la pollution, ce ne sont pas les moins aisés qui pollueraient le plus (on accuse l'automobile et le diesel), mais les plus riches. Tout cela est posé en termes individuels comme si cela était du ressort de chacun et non pas du rapport social capitaliste dans son ensemble.

D'après des statistiques³ récentes, un cadre supérieur sera beaucoup plus pollueur et aura une empreinte carbone supérieure (à cause surtout de ses loisirs supérieurs et des dépenses en essence bien supérieures, en valeur absolue, à un ouvrier ou une aide-soignante, mais sa dépense en essence représentera une part proportionnelle bien moins importante de son budget en valeur relative. Statistiquement en France, les 10 % les plus riches émettent quatre fois plus d'empreinte carbone que les 50 % les plus pauvres donc chaque foyer des 10 % des plus riches émettent vingt fois plus que les plus pauvres alors que le mode de vie des plus riches (avions, grosses voitures, 4x4) est non seulement préservé, mais en voie de démocratisation avec crédit et voyages *low cost*⁴. Ces données s'inscrivent en faux contre l'image donnée des Gilets jaunes comme de gros beaufs pollueurs.

3 – Cf. *Observatoire du bilan carbone des ménages* et aussi *Planetoscope* « Concernant le type de foyers, il apparaît que les foyers disposant des niveaux de revenus les plus élevés affichent des bilans globalement plus mauvais que la moyenne. La quantité de CO₂ induite par la consommation des ménages est, en effet, croissante avec le niveau de vie et plus spécifiquement avec la capacité à consommer des loisirs. À l'inverse, les catégories socioprofessionnelles et les tranches de revenus plus modestes se distinguent par des niveaux d'émissions moindres. Les foyers des professions intermédiaires, des employés et des ouvriers présentent des bilans carbone relativement proches ».

4 – Toujours pour tordre le cou aux idées reçues, ce sont les personnes les moins aisées (moins de 9600 euros de revenu par an) qui utilisent le moins l'automobile pour se rendre à leur travail (38 %) et le décile inférieur de revenu ne roule en moyenne que 8000 kilomètres par an contre 22000 pour le décile supérieur. Par ailleurs, la part carburant des ménages dans le budget total reste stable depuis 1970 (4 %), mais est plus forte évidemment en valeur relative dans le budget des personnes du décile inférieur (8 %).

Certes, ils accordent sûrement moins d'attention idéologique à l'écologie que les cadres ou professions intellectuelles, mais leurs pratiques sont moins contradictoires que les leurs.

L'augmentation de la CSG avait déjà eu cet effet de taxation de tous (pauvres comme retraités), mais comme toutes les taxes, elle est proportionnelle et non pas progressive avec donc elle n'a aucun caractère redistributif, bien au contraire puisque certaines taxes touchent des produits qui représentent une plus grande part du budget des familles en difficulté que des familles riches (c'est par exemple le cas de la TVA). Il ne faut donc pas s'étonner de voir des petits retraités dont beaucoup vivent mal le paiement de la CSG, être très actifs sur les barrages, d'autant qu'ils ont le temps disponible pour eux. C'est donc la fonction sociale de l'impôt qui est remise en question du fait du sentiment de déclin des services publics de proximité au profit de leur contractualisation (prestations-clients, numérisation) particulièrement évidente en ce qui concerne la SNCF, ce qui produit une réaction individuelle face à l'impôt faisant la balance entre ce qui est payé et ce qui est reçu. Toute solidarité, même abstraite, s'efface devant des réflexes individualistes qui se porteront facilement vers et sur des boucs émissaires.

Si toute augmentation des prix sur des produits de consommation courante a tendance à plus toucher les ménages à petit budget, les individus réagissent en général moins à ces mouvements de prix qui leur apparaissent comme quasi naturels, au moins dans les pays capitalistes développés. Néanmoins, de plus en plus de prix leur apparaissent comme des prix artificiels soit parce qu'ils sont administrés par l'État et subis comme des prix politiques entraînant une augmentation des dépenses contraintes, soit comme des prix de monopole imposés par les firmes multinationales et la grande distribution. Mais, hormis dans les DOM-TOM et encore aujourd'hui à la Réunion, ces prix sont rarement attaqués de front dans des émeutes populaires qui existent pourtant dans les pays pauvres (Tunisie, Égypte). Il n'y a pas d'émeutes de la faim dans des pays comme la France et la lutte contre les prix s'avère indirecte dans le cadre d'une lutte contre les augmentations de taxes qui apparaissent souvent incompréhensibles, du moins en France, vu le principe de non-affectation. Il n'en faut donc pas

plus pour que les Gilets jaunes et leurs soutiens refusent une taxation soi-disant « verte » qui en fait renfloue la caisse globale de l'État qui ensuite seulement procède aux arbitrages budgétaires⁵. Question sociale et question environnementale restent donc séparées, même si elles sont reconnues comme légitimes, car beaucoup de présents sur les barrages ou dans les manifestations refusent l'image de « beauf » qui leur a été collée et qu'ils ressentent comme un mépris de caste si ce n'est de classe. Il n'empêche que la phrase énoncée dans les rassemblements : « Les élites parlent de la fin du monde quand nous parlons de fin du mois » est peut être la plus forte entendue parce qu'elle consacre cette tension.

La révolte contre l'impôt ou les taxes ne peut donc être assimilée au refus pur et simple exprimé par de nombreuses couches supérieures, professions libérales et autres petits patrons croulant sous les charges sociales.

D'où aussi des contestations contre les nouveaux « privilèges », et contre la paupérisation de la vie quotidienne. Un autre argument joue en faveur de cette thèse d'un soulèvement du peuple fédéré : la carte des révoltes et des soulèvements des Fédérés de l'été 1793⁶ correspond assez bien à la carte des régions où les blocages et les actions des Gilets jaunes sont les plus forts. Mais, là encore, la spécificité de l'État français et de son centralisme qui perdure malgré la crise générale de la forme État-nation, empêche cette révolte de suivre la tentation italienne ou espagnole de l'autonomie (Padanie) ou de l'indépendance (Catalogne) ou encore de la sécession euro-

5 – Si ce principe de non-affectation est bien républicain à l'origine et fait pour ne pas favoriser le corporatisme et les luttes d'influence, il ne peut rester légitime que dans le cadre incontesté de l'État-nation. À partir du moment où cette forme entre en crise, c'est tout l'édifice et les principes sur lesquels il repose qui menacent de s'effondrer.

6 – Soulèvement insurrectionnel qui est parti des provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposait au despotisme du pouvoir central des Jacobins lesquels mettaient en place à allure forcée l'État-nation bourgeois sur l'ensemble du territoire. Les Fédérés comme les Girondins dont ils étaient parfois proches étaient républicains et patriotes, mais ils ne faisaient pas table rase de certains modes de vie ruraux et agricoles issus de la féodalité.

péenne comme avec le *Brexit*⁷. Il n'empêche que le redéploiement de l'État-nation en État-réseau ne se fait pas d'un coup de baguette magique. La contradiction entre le verticalisme centraliste de ce qui perdure d'État-nation dans la gestion des rapports sociaux se heurte à la forme décentralisée que prend l'aménagement des territoires. Une forme qui privilégie le développement des métropoles au détriment des villes petites et moyennes qui se trouvent dans le dilemme insoluble d'avoir à prendre plus de choses en charge avec moins de moyens. D'où le mouvement de démissions des maires qui se produit aujourd'hui et un sentiment de solde pour tout compte qui fait resurgir un « Peuple » qui n'a pas attendu Marine Le Pen où Mélenchon et leur notion de « peuple central » pour être affirmé. Une notion qu'on retrouvait déjà chez Arlette Laguiller dont on se moquait de la formule plus populaire que prolétarienne : « travailleuses, travailleurs, on vous exploite, on vous spolie⁸ » et qui semble assez proche de la perception actuelle de beaucoup de manifestants qui ont à la fois l'impression d'être exploités (chômage, CDD, allongement des temps de transport) et spoliés par des taxes qui portent en soi l'injustice dans la mesure où elles touchent proportionnellement davantage les pauvres que les riches. C'est parce qu'ils sont arrivés à une grande connaissance intuitive de cette situation d'exploitation (qui ne passe pas par la case « conscience de classe ») que la radicalisation du mécontentement n'épouse pas les formes d'organisation

7 – Le mouvement des « Bonnets rouges » de 2013 contre l'écotaxe sur les poids lourds a gardé un aspect régional dans une région bretonne particulièrement touchée par la crise et c'est pour cela qu'il est resté isolé. Il avait aussi une coloration plus corporatiste et moins sociale, à base de petits patrons.

Si les Gilets jaunes ont une correspondance en Italie, c'est plutôt avec le mouvement des *forconi* (les fourches) qui barrèrent les routes quelques années avant l'organisation des *Cinque Stelle*.

8 – Le groupe Lutte ouvrière a d'ailleurs pris fait et cause pour le mouvement, ce qui n'est pas le cas de certains « radicaux » pour qui « le peuple ça n'existe pas » parce que « c'est une chimère qui masque les fractures » (suit une énumération de particularismes) et pour qui « cette colère est non-émancipatrice » contrairement à celle qui règne dans le quartier de La Plaine à Marseille ! (cf. l'article de Défense Collective sur le site DNDF intitulé : « C'est moche, c'est jaune et ça peut vous pourrir la vie »).

traditionnelles (par exemple syndicales) et diffère dans sa composition sociale. Mais pourquoi s'en étonner quand les restructurations du capital ont liquidé les anciennes forteresses ouvrières et qu'on est bien loin de l'époque où dominait la figure de l'ouvrier-masse de Renault ou de Fiat. L'ouvrier de petite entreprise, du bâtiment, des services, l'employé du Mac Do trouvent à cette occasion un lieu d'expression de la révolte qui a du mal à exister sur des lieux de travail fracturés où les collectifs de travail peinent à s'agréger. L'ancrage local des points de fixation renforce cette possibilité de rassemblement, hors des cadres structurés et institutionnalisés. Cette connaissance intuitive s'appuie sur le fait que la croissance des revenus en valeur absolue qui apparaît dans les statistiques et qui est répercutée par les médias entre en contradiction avec une baisse du pouvoir d'achat à cause de l'augmentation des dépenses contraintes (charges fixes). Mais cette connaissance intuitive n'est pas sans matérialité objective. En effet, si ce sont les habitants des régions rurales et périurbaines qui ont tendance à manifester c'est aussi en rapport avec un budget dédié à la « cohésion territoriale » qui vient d'être amputé de 1,4 Mds d'euros.

Il y a conjonction entre trois éléments, un « ça suffit » qui ne vise pas seulement Macron, comme avec le « Dix ans ça suffit » contre de Gaulle, en Mai-68, mais l'ensemble du corps politique ; une exigence d'égalité, de justice et de fraternité, même si on ne sait pas bien jusqu'où s'étend cette dernière, devant des rapports sociaux dont la dureté ne semble plus compensée par les acquis sociaux des années 1960-1970 et l'air de grande liberté ("libération") qui l'accompagnait ; enfin des conditions matérielles de vie souvent difficiles eu égard aux standards en cours dans une société capitaliste avancée.

LA SOUDAINETÉ DE L'ÉVÉNEMENT

Ce mouvement échappe aussi aux divers corporatismes qui ont pu être à la base d'autres mouvements plus anciens souvent désignés comme « inclassables » comme l'était celui de Poujade (rattaché aux commerçants et artisans avec l'UDCA⁹). La preuve en est qu'alors que les syndicats de taxis et

9 – Le mouvement de révolte fiscale commence en 1953, dans les campagnes et petites villes. C'est un mouvement de commerçants contre les contrôleurs fiscaux

des transports routiers (FNTR) restent à l'écart ou même condamnent le mouvement (la FNTR demande au gouvernement de dégager les routes !) puisque ce sont des organisations qui ont négocié et obtenu quelques avantages, de nombreux routiers et des chauffeurs Uber sont aperçus sur les blocages. Les routiers jouant d'ailleurs souvent au « bloqué-bloqueur » et conseillant parfois les novices du blocage à déterminer les bons objectifs comme les dépôts d'essence (cf. Feyzin dans le Rhône, Fos-sur-Mer ou Brest). De la même façon, certains s'aperçoivent que les blocages des grands axes ont des répercussions sur l'approvisionnement en pièces pour les grandes entreprises qui sous-traitent au maximum. Ainsi, l'usine Peugeot de Montbéliard s'est retrouvée momentanément à l'arrêt.

On assiste bien là à un surgissement événementiel qui se situe en dehors des habituelles convergences ou appels à convergence des luttes sociales traditionnelles, parce qu'il pose, dans l'immédiateté de son expression directe sa capacité à faire rassemblement¹⁰ en mêlant à la fois le caractère « bon enfant » et une grande détermination. Il faut dire que beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation. Ils s'étonnent, naïvement de l'écart entre les engagements formels à participer qui pleuvent sur les réseaux sociaux et le nombre relativement restreint des présents sur les barrages et aux manifestations. Le fait de les interroger sur leur absence ou

qui s'appuie aussi sur le tissu de voisinage, mais il se veut général (« L'armée des braves gens en marche ») avant de devenir clairement nationaliste (« contre les trusts apatrides et le gang des charognards ») puis antiparlementaire après l'invalidation des députés de l'UDCA en 1955. À noter que le PCF les soutiendra jusqu'à cette date parce qu'ils sont des représentants de la France rurale laissée de côté par la marche forcée vers la modernité. Plus proche de nous, dès le début des années 1970, le CID-UNATI de Gérard Nicoud reprendra le flambeau contre les contrôles fiscaux et pour l'intégration des artisans-commerçants dans le régime de Sécurité Sociale. Là encore, bien que plus apolitique à ses débuts, le mouvement sera soutenu par la Gauche prolétarienne, au moins jusqu'au procès de Nicoud à Grenoble en mai 1970 car elle y voyait un moyen de réaliser l'unité populaire et la violence des affrontements entre commerçants et forces de l'ordre s'insérait dans leur stratégie de confrontation directe avec l'État.

10 – « On a toujours une raison pour se rassembler » dit un Gilet jaune dans *L'Obs* du 22 novembre 2018.

indifférence aux manifestations de ces dernières années les interloquent, mais ne les agacent pas tant ils ont l'impression d'un dévoilement soudain, d'être à l'origine de quelque chose de nouveau. Certains ressentent bien la contradiction entre d'un côté le fait de rester calme et en même temps la nécessité de rester décidés et déterminés dans une ambiance qui ne peut tourner qu'à la confrontation (deux morts, 500 blessés, dont une vingtaine de graves, y compris chez un commandant de police¹¹) si ce n'est à l'affrontement violent (le 24 novembre à Paris). Il s'en suit un changement de position progressif vis-à-vis des forces de l'ordre qui passe parfois de la compréhension mutuelle à l'invective renforcée par le fait que le mouvement ne cherche pas d'abord et avant tout à négocier et ne déclare pas ses points de blocage, qu'il développe des moyens de communication par réseau et des moyens d'action qui sont plus ceux des associations que des groupes politiques ou syndicats (les « *flashmob*¹² », par exemple). De la même façon qu'une ligne de partage de classe ne parcourt pas le mouvement (nous y reviendrons), les tenants de la ligne amis/ennemis, comme ceux de la ligne droite/gauche en seront pour leur frais. Certains s'essaient à des variantes comme « la France d'en bas contre la France d'en haut » ou, plus original, comme D. Cormand, secrétaire national d'Europe-écologie-les-Verts qui retient la séparation entre ceux qui craignent la fin du monde

11 – Sur certains barrages le filtrage se fait en ne laissant passer que les automobilistes ou camionneurs qui revêtent le gilet jaune. Berger, de la CFDT y voit une atteinte fondamentale à la liberté. On peut supposer qu'il s'opposerait aussi aux piquets de grève devant les usines qui empêchent les non-grévistes (les « jaunes » là aussi) de prendre leur poste de travail. Sur cette base on donne peu de chance à la proposition de ce même Berger à ce que la CFDT joue son rôle de médiateur entre l'État et le mouvement.

12 – Moyens largement employés par d'autres « Gilets jaunes », en 2009-2010 avec *École en danger* qui rassemblait parents et professeurs des écoles contre la réforme de l'école primaire et le fichage des élèves. Là aussi les protagonistes avaient défini de nouvelles formes de luttes (« les enseignants désobéisseurs plus que revendicants, des déclarations plus ou moins aléatoires de manifestations, six porte-paroles nationaux et des délégués par département).

et ceux qui craignent la fin du mois¹³ ou une délocalisation et le chômage comme les salariés de Renault-Maubeuge qui ont eu le gilet jaune facile avant l'action du samedi 17 car l'exemple ne vient évidemment pas d'en haut, bien au contraire. La communication gouvernementale, particulièrement maladroite parce que peu au fait des stratégies politiques s'avère particulièrement contre-productive. Les phrases macroniennes sur le fait de n'avoir qu'à traverser la rue pour trouver du travail ont fait plus pour réintégrer les chômeurs dans la communauté virtuelle du travail que tout populisme de gauche. De même la phrase de certains élus de la majorité sur les Gilets jaunes « de la clope et du diesel » a exprimé au grand jour que la cigarette n'était pas, pour l'État et le pouvoir une question de santé publique, mais de santé morale dans le monde aseptisé dont ils rêvent¹⁴.

LA TARTE À LA CRÈME DE L'INTERPRÉTATION EN TERMES DE CLASSES MOYENNES

On ne sait pas encore si c'est « l'insurrection qui vient », mais comme dit Patrick Cingolani dans *Libération* du 21 novembre 2018, on a déjà « un peuple qui vient ». Il est toujours difficile de savoir ce qu'est « le peuple », mais concept mis à part, faut-il encore que ce « peuple » ne soit pas celui constitué autour de l'identité nationale, fut-elle de gauche qui clôturerait le choix entre populisme de droite et populisme de gauche, mais un « peuple » qui se constituerait dans le mouvement en dépassant la coexistence de différentes luttes et dans une sorte de coextension.

Car d'une manière générale et encore une fois tout le discours de classes est mis à mal. L'insistance sur la notion de classes moyennes, de la part des journalistes surtout, en est la démonstration. Dans les années 60 et 70,

13 – Or, si on en croit beaucoup de personnes interrogées, le souci écologiste n'est pas éloigné des préoccupations des Gilets jaunes, mais ils s'estiment floués sur la fiscalité verte puisqu'ils lui reprochent son manque d'affectation précise et le fait qu'elle serve surtout à réduire le déficit public pour respecter les accords de Maastricht.

14 – Si beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation, beaucoup d'hommes politiques macroniens sont des novices en stratégie politique et gestion des conflits sociaux.

cette notion pouvait encore avoir quelque pertinence, du point de vue des pouvoirs en place pour saisir les modifications alors en cours (la « grande société » de Kennedy-Humphrey, la démocratie de classes moyennes de Giscard) quand croissance et progrès social semblaient marcher de pair, mais aujourd'hui ce terme cherche juste à éviter de parler simplement en termes de riches et de pauvres en assimilant aux classes moyennes tous ceux qui ne sont pas assez aisés pour être riches et assez pauvres pour être assistés (un classement que le Rassemblement national et la France insoumise reprennent à leur compte) et bien évidemment en termes de prolétariat, notion devenue complètement obsolète dans les pays ou une partie non négligeable des individus qui « tirent le diable par la queue » en fin de mois sont propriétaires de leur appartement (hors grandes métropoles) et possèdent une ou deux automobiles.

Le conseiller du Prince (en géographie) Christophe Guilluy a essayé de croiser cette analyse en termes de classes (ce qu'il appelle les « classes populaires »), avec les nouvelles territorialisations et ce qu'il appelle « la France périphérique ». Mais pour lui tous les salariés non-cadres et les artisans, commerçants, petits entrepreneurs forment cette classe moyenne inférieure (une autre appellation pour « classes populaires ») qui serait majoritaire en nombre. Ce grand niveau de généralisation le conduit à ne pas distinguer les Gilets jaunes des Bonnets rouges de 2013 et à ne pas tenir compte de la grande différence de composition sociale entre les deux mouvements. En fait, chez lui le territorial surdétermine l'analyse en termes de couches sociales ce qui l'amène à exclure de sa notion de classes populaires les habitants des cités de banlieues et les immigrés récents qui peuplent certains quartiers des grandes métropoles, en les racialisant par opposition aux « petits blancs » de la périphérie¹⁵. C'est qu'effectivement les formes de révolte

15 – On en arrive au paradoxe d'un auteur anti post-moderne et plutôt classé aujourd'hui dans les « néo-réacs » par les groupes politiques de gauche et une Université qui lui dénie le titre de géographe (il n'a pas de certification universitaire officielle), s'exprimant finalement dans les termes mêmes du langage post-moderne et particulariste qu'il reprend à son compte par simplification idéologique à finalité politique (chasser sur les terres du Rassemblement national pour opposer un populisme de gauche au populisme de droite). Ce sur quoi il met le

qui peuvent exister dans ces ne prennent pas la même forme (révolte de 2005). Mais pourquoi faire comme si la segmentation territoriale était définitive alors que la mobilité géographique est de plus en plus forte et que beaucoup d'anciens travailleurs immigrés quittent ces cités pour aller habiter dans le pavillonnaire des périphéries ? D'ailleurs la diversité des personnes présentes dans les actions des Gilets jaunes, plus sur les barrages que dans les manifestations d'ailleurs, infirme les simplismes de Guilluy. Bien sûr les médias se feront un malin plaisir d'exhiber quelques actes antimusulmans ou homophobes, auxquels on pourra facilement, sur les barrages ou dans les rassemblements, opposer d'autres faits et déclarations¹⁶. De telles dénonciations, reposant sur un nombre de faits très réduit, ont d'ailleurs cessé, preuve qu'ils étaient montés en épingle dans le but de discréditer le mouvement et surtout de mettre l'accent sur ce qui serait son orientation fondamentalement réactionnaire et droitière.

S'il y a bien des réactions à une paupérisation relative, ce n'est pas non plus une manifestation des « sans parts¹⁷ » comme le prétend un disciple de Rancière dans *Libération* du 24 novembre 2018. Les personnes les plus pauvres où les plus en détresse sont dans les villes et éventuellement dans les cités, mais ce ne sont pas elles qui manifestent, car elles vivent en partie

doigt avec raison, par exemple la déconnexion entre la perception de « l'immigré » aujourd'hui et celle du travailleur immigré de la période des *Trente glorieuses* (thème que nous abordons ailleurs dans « Immigration et salaires, un retour inattendu » [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article378>]) perd tout son intérêt politique et flirte avec l'idéologie de l'identité nationale.

16 – À Lyon, au rassemblement de la place Bellecour, à 11 h 30 le 24 novembre, un porte-parole organisateur local des Gilets jaunes définit clairement le mouvement comme n'étant ni raciste, ni xénophobe, mais le mouvement de tous ceux qui veulent porter un gilet jaune. C'est affirmer sans grandiloquence et sans rappel historique exagéré la ligne politique des clubs révolutionnaires de 1789-1793 faisant citoyens tous ceux qui œuvraient pour la République et contre le pouvoir royal et ses alliés étrangers, quelque soit leur nationalité d'origine et leur couleur de peau.

17 – La notion de « sans parts » (sans papiers, sans domicile fixe) n'est pas sans intérêt, mais elle contribue à fractionner les dominations, sans qu'une perspective d'ensemble puisse se dégager.

de l'assistance de l'État et il leur est difficile de s'y opposer. Sauf à La Réunion où Gilets jaunes et jeunes des cités semblent coexister pendant la journée sur les barrages avant que les débordements que l'on sait interviennent pendant les nuits entre jeunes de Saint-Denis et forces de l'ordre. Il est vrai que la question de la vie chère dans les DOM-TOM a déjà entraîné de nombreux conflits et affrontements depuis une vingtaine d'années et aujourd'hui, à La Réunion le couvre-feu qui a duré une semaine montre que la lutte est intense et profonde. Mais ce n'est pas un cas totalement isolé. À Douai, le 17 novembre, la proximité d'un barrage avec une cité a entraîné des heurts avec la police, soit un exemple de coexistence de différentes formes de lutte sans coextension.

Une même coexistence entre plusieurs forces, semble se manifester dans les rassemblements autour des raffineries de pétrole, comme à Feyzin, près de Lyon où les ouvriers du couloir de la chimie des syndicalistes et des militants politiques ont participé à une assemblée générale avec les Gilets jaunes avant de se rendre sur d'autres lieux d'action.

« DANS QUEL RÉGIME VIVONS-NOUS ? »

Ce qui se transforme dans la société capitalisée, c'est la perception que les individus ont du capital et de l'État. Le premier n'apparaît plus comme fournisseur d'emploi, de lien social et de progrès (technique et social associés), mais comme un ensemble de monopoles au niveau ou même au service d'un hypercapitalisme du sommet : les compagnies pétrolières, les entreprises du CAC40, les grandes banques *too big* pour qu'on ne les renfloue pas en temps de crise, les hypermarchés de la grande distribution, les GAFAM créent certes encore des emplois, mais dans des lieux restreints à forte densité capitaliste comme on vient de le voir avec l'installation de nouveaux sièges de Google à Washington et New York qui laissent des zones entières en déshérence.

Dans quel régime vivons-nous est une interrogation qui semble faire le tour des barrages et manifestations. Beaucoup ressentent un système complètement corseté parce qu'ils n'ont pas de relations intermédiaires avec l'État qui leur ferait penser qu'il y a du donnant-donnant ou du « grain à moudre » comme disent les syndicats ouvriers, à condition de respecter un certain nombre de formes (déclaration préalable de manifestation par

groupe ou personnes autorités, déclaration de lieu de départ et trajet) qui font partie des règles du jeu social entre partenaires sociaux bien élevés. Le refus des « Gilets jaunes » d'être « parqués » au Champ-de-Mars est en revanche significatif de ce rapport direct à l'État qui leur fait choisir les Champs-Élysées alors qu'ils savent qu'ils vont y rencontrer les forces de l'ordre. Le mouvement a beau ne pas être « organisé », quelle est belle l'image retransmise par les télévisions de ce champ de Mars absolument vide à l'heure où il devait être plein !

Les médias, toujours dans une forme spontanée ou calculée d'infantilisation par rapport aux « gens du peuple », invoquent une colère à la base du mouvement (type « grosse colère », ça leur passera), pourtant le mouvement a une tout autre ampleur que celui des motards de la Fédération française des motards en colère ou du mouvement né en janvier 2018, de manière informelle et lui aussi à partir des réseaux sociaux, les deux initiatives s'opposant à la limitation de la vitesse à 80 km/h sur les routes. Des médias qui légitiment le mouvement... tant qu'il reste dans la légalité et l'intervention pacifique, tout en montrant ce qui est pour eux la manifestation d'une autre France. S'ils ont jugé la grève des cheminots illégitime, celle des Gilets jaunes serait, elle, légitime. On ne peut mieux transcrire la perte de centralité du travail dans la société du capital qui rend inessentielle la force de travail pour la valorisation. Mais lorsque l'action de Gilets jaunes se poursuit et que ladite simple « colère » se manifeste dans des formes jugées illégalistes, les médias sonnent l'alarme et multiplient la désinformation.

Comme diraient les marxistes orthodoxes, le mouvement des Gilets jaunes est de l'ordre de la circulation, il n'est donc pas fondamental, alors que nous le voyons depuis plusieurs années, le blocage des flux est un élément essentiel des luttes dans la mesure où la société du capital est basée sur la flexibilité/fluidité et le minimum d'immobilisations et de stocks. Nous ne dirons pas que le mouvement est conscient de cela, mais le fait que des Gilets jaunes aient été réticents à se rendre à Paris, qu'ils aient maintenu les barrages et rassemblements en province indiquent qu'ils sentent bien la nécessité de rester un mouvement diffus et à cent têtes en quelque sorte (et donc sans leader la Pujade ou Nicoud), un mouvement qui ne laisse pas

prise au spectaculaire, mais impose sa présence en quadrillant tout le territoire, ce que ne peuvent pas faire les forces de l'ordre par exemple. Bien sûr, ils ne refusent pas la présence des médias sur les rassemblements, mais ils la contrôlent mieux (c'est du donnant-donnant) que dans des opérations telle la « montée » sur Paris. En fait, peut être pour la première fois, les médias sont supplantés par les réseaux sociaux et sont obligés de donner une chambre d'écho encore plus forte pour représenter le mouvement puisqu'ils veulent tout représenter et parce qu'ils veulent le faire entrer dans un cadre connu et institutionnel (comment le réintégrer dans l'espace démocratique).

Si Gérard Noiriel, dans sa tribune du journal (*op. cit.*) met bien l'accent sur la façon dont cette question sociale se repose aujourd'hui, c'est-à-dire finalement en dehors de l'hypothèse strictement classiste qui a dominé au XX^e siècle, via les différentes formes de partis communistes, une des faiblesses de son analyse est d'affirmer que la presse ne pense que spectacle et que donc elle est pour le mouvement si elle peut en tirer des images spectaculaires. Les images et paroles des médias au soir des violences du 24 novembre montrent au contraire une réaction virulente contre des « casseurs » que les images n'ont pas réussi à transformer en Black Bloc¹⁸. Il était d'ailleurs piquant de voir des journalistes retranscrire en direct ce qu'ils représentent comme le spectacle de désolation laissé derrière eux par les « casseurs », alors qu'en arrière-fond des Gilets jaunes qui n'étaient sûrement ni des identitaires ni des membres de « l'ultra gauche », hurlaient contre les « flics collabos ».

Quand le pouvoir, en la personne de Macron, invoque une « souffrance » qui s'exprime, renvoyant les Gilets jaunes à ce qui serait leur condition de sacrifiés de la conjugaison aujourd'hui structurelle de la mondialisation et de la *start-up nation*, cela ne suggère-t-il pas qu'il s'agit d'un mouvement

18 – Sur la grosse centaine de manifestants déferés à la justice pratiquement aucun n'avait eu à faire à la police précédemment. Cette référence systématique aux « casseurs » montre bien que pour l'État les Gilets jaunes ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs : ils ne sont pas des paysans encadrés par la FNSEA qui ont « le droit » d'attaquer les préfectures et de casser sans être accusés d'être des « casseurs ».

qui dépasse l'indignation démocratique telle qu'elle s'était développée autour du Manifeste des Indignés, et qui s'apparente à une révolte ? Cette dimension de soulèvement collectif bouscule les règles du débat et des luttes habituelles maintenues dans le cadre démocratique et politique traditionnel, dont celle de la SNCF nous a fourni un dernier exemple affligeant. Mais elle n'est pas déglagée d'une tendance au ressentiment (cette haine de classe sans conscience de classe) contre les élites et les « gros », les « voleurs », les « profiteurs » qui donne dans la facilité et fait que la dimension « antisystème » souvent relevée est finalement assez superficielle, le « système » étant réduit à quelque tête d'affiche (le « banquier Macron », le mafieux Castaner, le clientéliste Gaudin à Marseille, etc.), mais non pas remis en cause dans ses fondements. Le rapport à l'État qui transparait ici est d'ailleurs très ambigu puisqu'à la différence du mouvement antifiscal des *Tea Party* aux États-Unis, les Gilets jaunes ne sont pas, dans l'ensemble, pour une politique plus libérale ni pour un État minimum. Pour la plupart d'entre eux il est probable qu'ils n'étaient pas descendus dans la rue en 2015 pour la défense du service public puisqu'ils aujourd'hui ont l'impression de ne plus en avoir que les vestiges (fermetures d'écoles primaires, de petits hôpitaux, de gares ferroviaires et de postes¹⁹). C'est un mouvement non exempt de contradictions puisqu'il réclame la baisse générale des taxes tout en ayant encore des demandes par rapport à l'État conçu encore comme État social. Or la baisse des impôts et taxes est contradictoire à une action sociale de l'État. Cela peut accroître la crise de légitimité de l'État qui fait que les personnes défavorisées ne se reconnaissent plus dans son action et peuvent en cela rejoindre des fractions, elles aussi populaires, qui ne veulent plus de cette action sociale de l'État, en direction des chômeurs, des migrants et dénoncent le trop grand nombre de fonction-

19 – Cf. Les déclarations du maire de Guéret pour sa région. Pour lui, les Gilets jaunes sont des « invisibles », des « interstitiels ». Il n'est toutefois pas exclu que ce mouvement très contradictoire puisse déboucher en négatif sur un *Tea Party* à la française sous une forme propre à la France : trop de taxes, trop d'impôts, trop de dépenses publiques, trop pour les migrants (leitmotiv du Rassemblement national au démarrage du mouvement), les immigrés, trop de cotisations sur le travail donc contraire à l'emploi et au pouvoir d'achat, trop de fonctionnaires...

naires, les « assistés », etc. Il est vrai que ce mouvement n'est pas guidé par la Théorie révolutionnaire historique ni par ses fractions communistes ou anarchistes contemporaines, qu'il est « interclassiste » (quelle horreur²⁰ !) et ouvert à tous les vents. Il s'inscrit en tout cas dans un ensemble de mouvements diffus qui, depuis l'occupation des places dans de nombreux pays, des luttes comme celles du No-TAV ou de NDDL ou encore certaines actions au cours de la lutte contre la loi-travail, fédèrent des initiatives qui ne dépendent pas de partis ou syndicats et qui se développent d'une façon horizontale à partir des réseaux sociaux. Leurs caractéristiques sont toutefois suffisamment différentes pour qu'on n'y cherche pas des convergences possibles au sein d'un supposé bloc anticapitaliste et *a fortiori* « communiste ». Pour le moment, ces luttes coexistent sans connaître de coextension.

Temps critiques, le 29 novembre 2018

20 – Cf. Le commentaire assez venimeux, d'origine communiste de la page « Agitations », sur le site *Des nouvelles du front* (DNDF), titré : « Des gilets jaunes à ceux qui voient rouge » qui lui reproche son interclassisme tout en affirmant la « dissolution de toute identité ouvrière reconnaissable et communément partagée ». C'est fort de café quand même de reconnaître qu'un mouvement est interclassiste quand on reconnaît qu'on ne peut plus « reconnaître » une classe ! Une partie de l'analyse (faite après le 17) est d'ailleurs invalidée par le 24 (attitude de la police et des médias prétendument favorables au mouvement ce qui prouve bien que...).

Deux enquêtes permettent de se faire une idée de la composition sociale des Gilets jaunes actifs aux barrages des ronds-points. Le géographe Aurélien Delpirou a relevé ([url:https://laviedesidees.fr/La-couleurdes-gilets-jaunes.html](https://laviedesidees.fr/La-couleurdes-gilets-jaunes.html)), lui, « infirmiers, travailleurs sociaux, professeurs des écoles, personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales, techniciens de l'industrie, employés des services commerciaux ou comptables des entreprises, etc. ». Benoît Coquard, qui était sur un barrage en zone rurale le 17 novembre, a interrogé 80 personnes sur leur profession : « à 9 exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires. Typiquement, il s'agissait de femmes employées et d'hommes ouvriers » (source : *Alternatives économiques*, 27 novembre 2018, article de Xavier Molénat : « A quoi carburent les Gilets jaunes »).

SOMMAIRE DU NUMÉRO 19

(Automne 2018)

Éditorial : Les luttes : de la coexistence à la coextension ?

Temps critiques

Grève et “besoin de grève”

Temps Critiques

Immigration et salaires : un retour inattendu

Jacques Wajnsztejn

Un 1^{er} Mai orphelin de sa cause

Gzavier

Une thèse émeutiste

Jacques Guigou

**Lumpenprolétariat, luttes des années 1960-70 et révoltes
des banlieues**

Jacques Wajnsztejn

Capitalisation et reproduction rétrécie

Jacques Wajnsztejn

**Sur la technique (et les nouvelles technologies) dans la
société capitalisée**

Jacques Wajnsztejn

Poétiques révolutionnaires et poésie

Jacques Guigou